



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/566/Add.3
29 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 63 de l'ordre du jour

LE RÔLE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DANS LE CONTEXTE
DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET DU DÉSARMEMENT

Rapport de la Première Commission (Part IV)*

Rapporteur : M. Parfait-Serge ONANGA-ANYANGA (Gabon)

I. INTRODUCTION

1. La Première Commission a examiné le point 63 de l'ordre du jour en même temps que tous les autres points relatifs au désarmement et à la sécurité internationale (pour plus de détails, voir A/51/566). Pour les documents dont la Commission était saisie au titre du point 63, voir A/51/566, paragraphe 3.

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉOLUTION A/C.1/51/L.20/Rev.1

2. Le 29 octobre 1996, la Commission a examiné un projet de résolution intitulé "Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement" (A/C.1/51/L.20), qui avait pour auteurs le Bhoutan, le Costa Rica, Cuba, le Guyana, l'Inde, l'Indonésie, la Jamahiriya arabe libyenne, le Lesotho, la Malaisie, le Népal, le Nigéria, la République islamique d'Iran et Sri Lanka.

3. À la 15e séance, le 6 novembre, le représentant de l'Inde, au nom des auteurs, auxquels se sont joints par la suite le Bangladesh, le Kenya, le Pakistan et Singapour, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/51/L.20/Rev.1), dans lequel la dernière ligne du paragraphe 4 qui se lisait "et de lui présenter un rapport à sa cinquante-deuxième session", était remplacée par "et de lui présenter un rapport au plus tard à sa cinquante-troisième session".

* Les rapports de la Commission sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale (points 60, 61 et 63 à 81) paraîtront sous la cote A/51/566 et additifs.

4. À sa 23e séance, le 14 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/51/L.20/Rev.1 par 81 voix contre 39, avec 22 abstentions (voir par. 5). Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Se sont abstenus : Argentine, Afrique du Sud, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chili, Fédération de Russie, Géorgie, Îles Marshall, Îles Salomon, Japon, Kazakstan, Kirghizistan, Lettonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, Samoa, Ukraine, Uruguay.

III. RECOMMANDATION DE LA PREMIÈRE COMMISSION

5. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Le rôle de la science et de la technique dans le contexte
de la sécurité internationale et du désarmement

L'Assemblée générale,

Considérant que les nouvelles réalisations scientifiques et techniques peuvent se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il faut poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

Craignant que les applications militaires des nouvelles réalisations scientifiques et techniques ne contribuent grandement à la modernisation et au perfectionnement des armes de destruction massive,

Consciente de la nécessité de suivre de près les progrès scientifiques et techniques qui risquent de compromettre la sécurité internationale et le désarmement, et de les orienter vers des fins bénéfiques,

Sachant que les transferts internationaux à des fins pacifiques de produits, de services et de savoir-faire à double usage et à haute technologie sont importants pour le développement économique et social des États,

Se déclarant préoccupée par la prolifération croissante des arrangements et régimes spéciaux et exclusifs de réglementation des exportations pour les produits et technologies à double usage,

Rappelant que dans la Déclaration finale de la onzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Cartagena de Indias (Colombie) du 18 au 20 octobre 1995, il a été noté que les restrictions limitant l'accès à la technologie par l'imposition de régimes spéciaux et non transparents de réglementation des exportations excluant certains pays tendaient à entraver le développement économique et social des pays en développement,

Soulignant que les directives négociées à l'échelle internationale concernant le transfert de technologies de pointe ayant des applications militaires devraient tenir compte des besoins légitimes de tous les États en matière de défense et des exigences du maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout en veillant à ce qu'il ne soit pas interdit d'accéder, à des fins pacifiques, aux produits, services et savoir-faire résultant de ces technologies,

1. Déclare que les progrès scientifiques et techniques devraient être mis au service de l'humanité tout entière afin de promouvoir le développement économique et social durable de tous les États et de garantir la sécurité internationale, et que la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de la science et de la technique au moyen du transfert et de l'échange de compétences techniques à des fins pacifiques devrait être encouragée;

2. Invite les États Membres à redoubler d'efforts pour mettre la science et la technique au service du désarmement et fournir aux États intéressés des technologies ayant trait au désarmement;

/...

3. Demande instamment aux États Membres d'engager des négociations multilatérales, avec la participation de tous les États intéressés, afin d'élaborer des directives universellement acceptables et non discriminatoires concernant les transferts internationaux de produits et de techniques à double usage et de technologies de pointe ayant des applications militaires;

4. Rappelle le rapport du Secrétaire général intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale"¹, et prie le Secrétaire général de mettre à jour et de développer ce rapport afin d'évaluer les incidences des progrès scientifiques et techniques récents, surtout ceux qui peuvent avoir des applications militaires, et de lui présenter un rapport au plus tard à sa cinquante-troisième session;

5. Encourage les organismes des Nations Unies à contribuer, dans les limites des mandats existants, à promouvoir l'application de la science et de la technique à des fins pacifiques;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement".

¹ A/45/568.